

Charles de Gaulle

Mémoires de guerre. Le Salut.

De GAULLE, *Mémoires de guerre. Le Salut*. Paris, Gallimard. La Pléiade, 1505 pages. 2000. Pages 585 à 875. Notes et variantes 1320 à 1359.

Après les années 1942-44 traitées dans *l'Unité*, *le Salut* revisite les années 1944-46. Si ce volume possède un chapitre de moins que les deux premiers, les titres en sont aussi évocateurs : la Libération, le Rang, l'Ordre, La Victoire, Discordances, Désunion, Départ.

L'envolée du premier chapitre correspond au « rythme de la libération (...) d'une extrême rapidité. » L'incontestable détente morale ne peut masquer le champ de ruines qu'est devenu le pays. Tout est à relever, dont le pouvoir, de Gaulle n'étant à la tête que d'un gouvernement provisoire de salut public (9 sept.1944), en place jusqu'au redressement des institutions dont décidera l'Assemblée Constituante réunie pour la première fois en novembre 44, alors même que l'ennemi est toujours présent et que les ressources disponibles doivent servir au combat, pour que la France retrouve son « Rang ». Pour cela, de Gaulle, qui avait refusé l'invitation de Roosevelt à Alger, se rend, en quête de soutien, au Caire, à Téhéran, à Moscou, à Tunis, ce qui n'empêchera pas la tenue, sans lui, de la Conférence de Yalta (11 février 1945). Il ne néglige pas pour autant « l'Ordre » à faire respecter à l'intérieur, et alors que tout manque, il souhaite « renouveler les conditions sociales afin que le travail reprenne et qu'échoue la subversion » (p.678), nourrie, selon lui, par les communistes. D'où les nationalisations, le contrôle de l'énergie et du crédit, les assurances sociales obligatoires, les comités d'entreprises, l'impôt de solidarité sur le capital, la création de l'ENA, les ministres communistes au gouvernement provisoire, le jugement des collaborateurs et la dissolution des milices.

« La Victoire » est scellée par la signature de la capitulation allemande, le 8 mai 1945, à laquelle la France est invitée *in extremis*. « C'était hier les combats, voici l'heure des règlements » : les intitulés des trois derniers chapitres laissent, à eux seuls, présager le blocage rencontré par le projet gaullien, chaque substantif employé possédant le préfixe de l'éloignement, de la séparation, de la rupture. À l'extérieur, malgré les « Discordances », de Gaulle parvient à obtenir, de haute lutte, ce qu'il veut pour son pays : l'Empire est intact, les frontières (Alsace, Alpes) suivent le tracé qu'il a suggéré, il obtient à peu près la zone d'occupation souhaitée – sauf Cologne ; et surtout le statut de membre permanent à l'ONU est accordé à la France, aux côtés des USA, de la Grande-Bretagne, de la Chine et de Russie, le français étant une des langues officielles de l'organisation internationale. Mais il est impuissant pour les « petits » pays d'Europe, le « rideau de fer » (formule de Churchill) tombe, il n'est pas prévenu du lâcher des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki (6 et 10 août 1945), et il assiste impuissant au sort fait aux Kouriles, à Sakhaline, à la Mongolie extérieure et au partage de la Corée.

À l'intérieur, parler de « Désunion » est peu dire, revient le temps des intrigues partisans, des arrière-pensées électorales, des revendications et querelles particulières : les représentants du « peuple le plus mobile et le plus indocile de la terre » retrouvent ses vieilles habitudes. Le 2 octobre 1945 ont lieu les élections, avec deux urnes : une pour les législatives, l'autre pour le référendum destiné à en finir avec le régime des partis et à promulguer une nouvelle constitution. Si le oui l'emporte à 79% au référendum, les Gaullistes perdent les législatives. De Gaulle est prêt pour le « Départ », comme il l'avait formulé avant les élections.

C'est le 19 janvier 1946 que Charles de Gaulle donne sa démission et que se retire le « Vieil

homme, recru d'épreuves, détaché des entreprises, sentant venir le froid éternel, mais jamais las de guetter dans l'ombre la lueur de l'espérance ! » (p. 875)

Citations

« Le sentiment et la réflexion m'avaient, d'avance, convaincu que la libération du pays devait être accompagnée d'une profonde transformation sociale. (...) Ou bien il serait procédé d'office et rapidement à un changement notable de la condition ouvrière et à des coupes sombres dans les privilèges de l'argent, ou bien la masse souffrante et amère des travailleurs glisserait à des bouleversements où la France risquerait de perdre ce qui lui restait de substance. » p. 604

« Quant au pouvoir, je saurai en tous cas quitter les choses avant qu'elles ne me quittent. » p. 857.